

UNE VRAIE GAGEURE POUR LA REVOLUTION : LA LIBERTE D'EXPRESSION

Qui n'a pas eu le souffle coupé, l'émotion arrêtée au creux de la gorge, l'indignation retenue au bout des lèvres en assistant aux grabuges d'hier après-midi, avenue Bourguiba, à Tunis ? Deux manifestations, celle des partis et organisations salafistes et celle des artistes et gens du théâtre devaient évoluer selon des itinéraires différents et un partage territorial à l'abri des heurts et des frottements. Mais c'était compter sans les a priori idéologiques et des susceptibilités à fleur de peau des uns et surtout des autres (oulémas et prédicateurs de la rue).

En début d'après-midi, et selon une déclaration officielle du ministère de l'intérieur, ces derniers se firent partiellement submerger par leurs fidèles décidés à confondre les lignes de démarcation, et même à en découdre avec leurs « ennemis jurés », ces « laïcs », ces « koffar » (athées), ces « vauriens » juste bons à anathématiser et à lapider à sang. Heureusement les échauffourées ne dépassèrent pas les généreuses vociférations des « défenseurs de Dieu », quelques quolibets bien tournés et surtout une marmelade de tomates blettes et d'œufs pourris. Les « artistes », convaincus de leur droit et de l'originalité de leurs grimaces patiemment préparés pendant moult « répétitions » et « couturières », durent battre finalement en retraite, sans savourer jusqu'au bout leur « première », devant le temple du 4^e art. Il était temps ! Autrement les biceps des « prédicateurs » allaient faire une toute petite bouchée de leurs protestations « civiques » et, éventuellement, les pendre haut et court sur la scène du théâtre municipal, ou dans ses « poulaillers », au choix !

J'en ris un peu pour ne pas trop m'émouvoir. En fait, il y a absolument lieu d'échauffer la bile même d'un ingénu ! Mais trêve d'épanchement ! Le jeu de l'apprentissage de la démocratie n'en vaut-il pas la chandelle ? Oui, bien sûr ! Jaugées ainsi d'un coup d'œil cérébral, et loin des stériles états d'âmes, ces frictions entre affiliés et supporters de partis opposés idéologiquement ne sont que de bonne guerre, si elles ne sont pas trop fanatisées, évidemment. Quand on se rappelle que les Tunisiens n'ont jamais été convoqués à un débat national, depuis l'indépendance, pour ne pas remonter plus loin, ni à un referendum digne de ce nom, que le peuple n'a jamais été au moins catéchisé pour discuter politique, qu'il ignore jusqu'à l'existence de la contradiction en tant que norme culturelle et que, comble de tout, il n'a pas été initié en bonne et due forme aux fondamentaux de son identité... on ne peut alors que s'ébahir de ces guéguerres d'opinions et d'exercice public de la liberté d'expression.

Il ne s'agit pas d'en minimiser les risques, mais d'en comprendre les motivations psychologiques et culturelles pour prévenir les dérapages et endiguer les débordements. Le Tunisien moyen a peur, cela saute aux yeux. Et cette peur est bien exacerbée à cause du contexte de la mondialisation et des guerres interminables. Il a peur pour ses certitudes ancestrales et se méfie des « filous ». Alors il peut se jeter dans les bras des bonimenteurs qui lui servent une casuistique simple et rassurante sur un tapis volant. Les conservateurs caressent ainsi ses désirs et ses craintes dans le sens du poil, en lui offrant un ordre théologal, phallocratique, autarcique et force boucs-émissaires. Le Tunisien cultivé, quant à lui, est aussi terrifié de voir menacer des droits péniblement acquis dans le sillage d'une culture moderniste, rationnelle et réformiste. Alors il se crispe et oublie qu'il doit durement négocier et longuement convaincre, au lieu de stigmatiser, de provoquer et d'exclure. Par conséquent,

il s'aliène, d'un côté, le peuple apeuré par le progrès qu'il ne comprend et ne maîtrise pas, et de l'autre, cette « classe » d'hommes et de femmes instruits, mais incapables de liquider leurs complexes mythiques, et qui ont juré fidélité au passé et au passéisme, moyennant des alliances politiques supranationales dont ils connaissent mal les dangereuses arcanes.

Face à ces démêlées dues à l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression, l'honnête homme doit, sans doute, prendre le parti de la patience et se dire, à l'instar de Job, c'est une épreuve qui s'ajoute aux autres, nous finirons par en avoir raison, même si cela prendra du temps. Ce sera le temps de l'apprentissage civique qui avancera lentement, et dont le prix sera nécessairement la souffrance plus ou moins grande, plus ou moins durable d'une ou deux générations, si ce n'est plus.

La classe dirigeante détient un sésame. Elle doit sauvegarder une concorde à tout crin, manier une pédagogie du juste milieu, pour ne pas tirer trop sur la corde et ne pas lâcher du lest indéfiniment, en particulier quand l'ordre public est en péril, mais surtout pour concevoir un projet de gouvernance fiable, à long terme. La nouvelle constitution sera le lieu et l'instrument de cette concorde, de cette pédagogie et de ce projet de gouvernance.

La société civile, enfin, est instamment appelée à la rescousse. Son rôle est non seulement indispensable, mais vital pour la révolution et pour la démocratie en gestation. C'est dans les séminaires et les congrès des partis que les bases apprendront le discours et la méthode de la liberté d'opinion et d'expression. C'est dans la mobilisation des adhérents et des sympathisants, lors des rendez-vous avec les urnes, que l'équilibre salutaire naîtra entre les tendances politiques et idéologiques et imposera, comme inéluctable, l'émulation et l'alternance. C'est enfin dans l'éthique humaniste que les leaders politiques et les animateurs d'O.N.G puiseront les réflexes utiles pour eux comme pour le peuple dans son ensemble. La tolérance, clef de voûte de tout projet sociétal vivable, est à ce prix.

Evidemment, il y a encore de la place autour de la table. Les médias ne doivent pas renoncer à une seule once de leur indépendance ! L'école et l'université doivent rester ce vivier de la jeunesse contestataire, car c'est grâce à elles que la révolution du 14 janvier a eu lieu, sans oublier de réformer ses méthodes, en vue de plus de créativité et de pragmatisme. Les syndicats doivent renoncer à l'amalgame des rôles, car leur seul fief inexpugnable, crédible et porteur n'est autre que la défense des droits des travailleurs, qui exige aussi une pédagogie progressiste et un apprentissage constant du « vivre ensemble ».

Il ne faut surtout pas croire qu'on demande trop aux Tunisiens. Ils ont prouvé qu'ils sont capables du meilleur, et que c'est en les sous-estimant qu'ils deviennent des adeptes du pire.